

UN NOUVEL INTERNATIONALISME ? LES GAUCHES ET LA QUESTION ÉCOLOGIQUE DANS LES ANNÉES 1968

Renaud Bécot

05/02/2020

Au cours des décennies 1960 et 1970, l'invention politique de l'environnement dans les sociétés industrialisées percute les gauches et les contraint à formaliser une réflexion écologique. Ces préoccupations concernent aussi bien les partis dits de gouvernement, qui sont amenés à penser les leviers institutionnels dont ils disposent pour forger une action publique dans le domaine environnemental, que les forces agissant davantage hors des institutions ou animant les mouvements sociaux à l'heure où la lutte contre la pollution industrielle ou la contestation de grands projets d'aménagements deviennent des thèmes de mobilisations populaires.

L'histoire des préoccupations environnementales dans les courants du mouvement ouvrier ne débute pas dans les années 1960, puisque des penseurs du socialisme utopique comme des intellectuels issus de courants anarchistes développèrent une réflexion pionnière au cours du XIX^e siècle. De même, des mouvements ouvriers purent porter très tôt une critique des implications environnementales de certains choix de production. Toutefois, l'affirmation d'une réflexion se revendiquant de l'écologisme dans le champ politique intervient dans les années 1960 et 1970 : cette émergence interpelle alors plus directement les forces politiques héritant du mouvement ouvrier. En effet, l'engagement dans les mouvements socio-écologiques ou la réflexion sur les politiques environnementales érode certains postulats qui furent au cœur des orientations idéologiques des gauches dans l'après-guerre. La question écologique implique en effet une attention aux limites écologiques planétaires et aux effets sanitaires de l'expansion économique. Ces préoccupations heurtent des forces qui furent auparavant portées à exalter « l'expansion des forces productives ». La reconnaissance de la finitude matérielle du monde conduit à remettre en cause la croyance dans une croissance économique potentiellement illimitée, ainsi que la conviction selon laquelle cette dynamique pouvait offrir l'assurance d'une redistribution graduelle des richesses produites. Dès lors que les ressources mondiales ne sont plus conçues comme étant illimitées, la croissance économique rencontre des limites écologiques, et l'élaboration de mesures de justice sociale ne peut plus négliger ce fait.

De plus, les courants minoritaires des gauches européennes qui s'attellent à penser la question écologique affirment fréquemment que le caractère global de la crise écologique imposerait de penser de nouvelles formes de coopération transnationale. Cette conviction mène finalement certains militants à rejouer certains débats qui furent au cœur de l'histoire des socialismes du XIX^e siècle, en considérant que l'intégration des préoccupations écologiques invite à repenser la construction de coopérations et de solidarités internationales – et ce bien avant la diffusion du premier manifeste éco-socialiste, élaboré dans le sillage du mouvement altermondialiste en 2001.

Rompre avec « l'horizon distributif » du socialisme

Au cours de l'après-guerre, l'enthousiasme de la reconstruction et la construction des dispositifs caractéristiques de l'État social conduisent largement les gauches européennes à se rallier à ce que le syndicaliste italien Bruno Trentin désignait comme « l'horizon distributif » du socialisme, c'est-à-dire l'idée selon laquelle la croissance économique perpétuelle permettrait peu à peu une meilleure redistribution des richesses produites. Or, pas plus que d'autres forces politiques, les gauches européennes n'interrogent alors le contenu écologique de cette croissance.

Cette préoccupation pour le caractère potentiellement toxique du gain des points de PIB reste longtemps cantonnée dans des milieux restreints, en particulier parmi des scientifiques qui apparaissent comme des personnalités singulières au sein de leur propre champ disciplinaire. Ces scientifiques peuvent avoir des affinités avec les gauches, sans pour autant que leurs alertes ne soient traduites dans les programmes ou les réflexions de ces organisations. En France, ce sera ainsi le cas de l'agronome René Dumont, dialoguant avec des partis et intellectuels s'inscrivant dans l'héritage du mouvement ouvrier, avant de devenir le premier écologiste candidat à une élection présidentielle en France (1974). Aux États-Unis, ce sera le cas de biologistes, dont Barry Commoner. Moins célèbre que la pionnière de l'écologie politique américaine, Rachel Carson, il dialogue pourtant plus étroitement avec les mouvements sociaux et les organisations de la gauche américaine. Il est sensibilisé aux usages des toxiques lorsqu'il est enrôlé dans l'armée américaine à la fin de la guerre mondiale, lorsque les Alliés mènent des campagnes de démoustication en Italie. Il milite ensuite dans plusieurs organisations contre l'usage de la bombe atomique, puis publie des ouvrages de référence pour les mouvements écologistes des années 1960 (*Quelle terre laisserons-nous à nos enfants ?* en 1966, puis *L'Encerclement : problèmes de survie en milieu terrestre* en 1971). Rapidement traduit en Europe, l'influence de Barry Commoner sera particulièrement forte au sein des gauches italiennes.

Malgré la faible audience de ces alertes dans les organisations se revendiquant du mouvement ouvrier, la décennie 1960 est marquée par une série de désastres industriels et de pollutions

chroniques, qui se présentent comme les pestilences de ces décennies de croissance. L'histoire environnementale désigne cette séquence comme celle de « la grande accélération » dans la consommation des énergies fossiles. Cette évolution se traduit notamment avec l'intensification du recours au pétrole et à ses dérivés : à travers l'Europe et l'Amérique du Nord, des territoires parfois anciennement industrialisés se métamorphosent pour accueillir des infrastructures pétrochimiques. Ces territoires se peuplent aussi des salariés de ces usines, et d'un monde populaire que les gauches entendent représenter. L'explosion de la raffinerie de Feyzin en janvier 1966, suivie quelques jours plus tard par celle de la raffinerie de Francfort interpellent ainsi les gauches sur leur rapport à une certaine modernité. Les syndicalistes qui menèrent des collectes de soutien aux sinistrés de Feyzin décident de livrer une part des finances réunies aux victimes de l'explosion de Francfort, en souhaitant ainsi illustrer une solidarité en acte, tout en témoignant d'une préoccupation commune des salariés européens face à ces risques industriels. De fait, les explosions dans ces raffineries inaugurent une décennie de violence environnementale en Europe, qui se traduit par des explosions, des incendies ou des contaminations répétées, particulièrement autour des industries pétrochimiques qui sont alors en pleine expansion.

Cette visibilité de la question environnementale est finalement à l'origine de l'une des grandes querelles des gauches au début des années 1970, portant sur l'accueil à réserver aux promoteurs des thèses de la « croissance zéro ». Le rapport dit du Club de Rome (ou « rapport Meadows ») est publié en 1972, sous le titre *Les Limites de la croissance*, affirmant le caractère écologiquement insoutenable d'un modèle économique fondé sur la course à l'accumulation exponentielle de richesses. Cette réflexion est partiellement reprise par des responsables politiques européens, à commencer par le social-démocrate néerlandais Sicco Mansholt, alors commissaire européen (avant de présider la Commission européenne pendant une année). Dans une lettre qui fut amplement diffusée, il prenait le parti d'une rupture avec une politique économique fondée sur la recherche de croissance. Cette démarche fut au cœur de tensions qui traversèrent les gauches. Pour de nombreuses organisations, l'idée de poser une limite à l'expansion économique impliquait de renoncer au fondement sur lequel furent pensées les politiques de redistribution des décennies d'après-guerre : il s'agissait donc d'une rupture avec l'horizon distributif du socialisme. Pour la CGT française, par exemple, la démarche de Sicco Mansholt s'apparentait à une politique malthusienne, dont les effets mèneraient inévitablement à éroder les mesures de redistribution des richesses. Toutefois, plusieurs organisations et intellectuels, s'inscrivant dans la foulée de courants marxistes hétérodoxes, profitent des controverses sur les limites de la croissance pour interroger la manière dont des mesures de justice sociale pourraient s'articuler avec l'intégration des préoccupations environnementales. Au sein de la CFDT française par exemple, la réflexion de Frédo Krumnow et Jeanette Laot visant à intégrer des critères environnementaux dans le projet cédétiste de « planification démocratique » de l'économie témoigne ainsi de cette évolution. Ces

mutations se reflètent aussi dans la trajectoire intellectuelle d'un penseur comme André Gorz.

Les maladies industrielles, ou les maux de la croissance

Alors que les pollutions et maladies industrielles étaient parfois pensées comme une fatalité, le revers empoisonné de la prospérité économique, celles-ci vont être davantage contestées sous l'effet de la prise en charge de ces questions par des groupes militants particulièrement dynamiques. La croyance dans le « progrès » techno-scientifique s'érode au sein des gauches, et cette érosion s'ancre en partie dans le constat des imbrications entre les innovations scientifiques et leurs usages militaires. L'un des groupes pionniers de l'écologie politique à la française, *Survivre et Vivre*, fondé et soutenu par le mathématicien Alexandre Grothendieck, constitue l'un des foyers de la contestation des usages militaires des sciences. À l'échelle internationale, la guerre du Vietnam et l'usage des substances chimiques (agent orange) marquent fortement les esprits et constituent un ressort dans les mobilisations des gauches en faveur de la cause vietnamienne. Ce sont toutefois autour des lieux de travail, et particulièrement dans les territoires de la pétrochimie, que vont émerger des mobilisations interrogeant les effets sanitaires de la production. La question sanitaire est ainsi la voie d'entrée privilégiée dans la formation d'un environnementalisme ouvrier à l'échelle internationale.

Au début de la décennie 1960, en Italie, ce sont des sociologues qui se rendent dans l'usine Farmitalia à Turin. En se mettant à l'écoute des salariés, ils les incitent à produire leurs propres savoirs sur leurs conditions de travail. Cette démarche contribue à rendre visibles des maladies, mais aussi à construire des schèmes de représentation de l'origine de ces pathologies. Au sein de la *Camera del Lavoro* de Turin, le médecin Ivar Oddone systématise la réflexion dans ce domaine, jusqu'à produire un ouvrage qui sera ensuite traduit dans plusieurs langues. Par la suite, plusieurs expériences dans les usines chimiques italiennes mènent les salariés à se doter de carnets d'exposition professionnelle, leur permettant de retracer leur exposition aux toxiques.

Les gauches italiennes s'engagent, de manière précoce, dans une rénovation écologiste de leurs programmes. En 1971, le plus puissant des partis communistes d'Europe occidentale, le Parti communiste italien (PCI) organise un colloque « L'homme, la société et la nature : écologie et rapports sociaux ». La démarche interroge profondément les référents identitaires de ce courant. L'un des artisans de l'initiative, le médecin Giovanni Berlinguer, livre ainsi un discours contestant le principe de compensation financière des risques du travail. Alors que la plupart des pays européens se sont dotés de réglementation visant à reconnaître l'origine professionnelle de certaines pathologies depuis le début du XX^e siècle, ces réglementations postulent fréquemment que ces maladies sont inévitables dès lors que l'expansion industrielle ne saurait être entravée. La

réponse à ces pathologies réside, dès lors, dans l'attribution d'une compensation monétaire aux salariés affectés. Ce principe structurant des lois sociales du XX^e siècle, et jusqu'à nos jours, se trouve ainsi remis en cause avec force. Au-delà du discours de Giovanni Berlinguer et de la situation italienne, cette contestation du paradigme de compensation monétaire de la santé se diffuse dans plusieurs organisations à travers l'Europe. Loin de constituer un domaine d'action militante spécifique, les militants contestant la monétarisation des risques affirment que cette démarche pourrait constituer une opportunité dans la construction de rapports de force entre salariés et employeurs, en permettant d'interroger la pertinence de certains choix de production et d'organisation du travail.

Le « modèle italien en santé au travail » acquiert une forme d'exemplarité pour les organisations syndicales européennes. L'expérience est ainsi rapidement connue en France, en particulier dans certains secteurs de la CFDT ou au sein du collectif enquêteur des *Cahiers de Mai*. Ces circulations peuvent également passer par des voies plus institutionnelles puisque, par exemple, les militants cédétistes de la chimie nouent un dialogue avec le directeur du Centre international de recherche sur le cancer, Lorenzo Tomatis, lequel s'inscrivait alors dans les courants d'une gauche modérée en Italie. De fait, la conflictualité sociale qui marque les années 1968 contribue aux « rencontres improbables » entre des médecins ou scientifiques engagés et des militants syndicaux. Ces rencontres facilitent la construction de savoirs de santé situés, en réactivant l'héritage d'une « médecine ouvrière ». Elles sont aussi à l'origine d'une intense circulation transnationale des savoirs au cours de la période, incitant les scientifiques engagés à construire des réseaux pour soutenir ces mobilisations. Si ces circulations sont souvent discrètes, certaines n'en auront pas moins des implications fortes lors de conflits sociaux, puis dans l'évolution des réglementations nationales ou des pratiques médicales. La Fédération internationale des travailleurs de la chimie, par exemple, remplit un rôle moteur pour rendre visible le caractère pathogène de certaines substances qui symbolisent la modernité pétrochimique. Ainsi, les retombées sanitaires du chlorure de vinyle monomère (CVM), utilisé dans des matériaux plastiques, sont l'objet de l'attention de cette fédération syndicale internationale. Son dirigeant, le Canadien Charles Levinson, facilite ainsi la diffusion de savoirs de santé sur le CVM et contribue ainsi à faciliter la mobilisation des organisations syndicales dans plusieurs pays.

Le moment de paroxysme de ces échanges transnationaux sur les effets sanitaires des pollutions industrielles intervient dans la foulée du dégagement de dioxine autour de l'usine Icmesa de Seveso, le 10 juillet 1976. Les craintes qui se manifestent dans la population quant aux effets sanitaires de l'accident, puis la mobilisation qui s'ensuit, conduisent plusieurs biologistes et médecins à s'investir dans des enquêtes de santé. Peu après la catastrophe, le biologiste américain Barry Commoner se rend ainsi sur les lieux de l'accident. Cette démarche prolonge les échanges

qu'il a déjà engagés avec des universitaires italiens, dont Virginio Bettini (futur eurodéputé Vert). Ces initiatives influencent également la réflexion de la médecin Laura Conti, alors élue du Parti communiste italien au conseil régional de Lombardie : elle s'investira activement dans les enquêtes de santé et les mobilisations consécutives à Seveso, avant d'être l'une des fondatrices de la Legambiente, la grande association écologiste italienne.

Les mobilisations conjuguées contre la pollution et les maladies industrielles sont ainsi des combats qui fédèrent des forces politiques et sociales des gauches, qui se préoccupent alors d'outiller leurs mobilisations par des expertises produites par des scientifiques engagés. Dans ce domaine, « la circulation transnationale des expertises et des analyses conforte à plusieurs reprises les arguments médicaux et syndicaux en faveur de la protection des travailleurs [...]. Le patriotisme, lui, a rarement joué en faveur de ces derniers ». Si ces mobilisations expriment d'abord des revendications pour faire reconnaître la dignité et le droit de vivre en bonne santé, elles peuvent aussi s'imposer comme des leviers pour interroger la viabilité écologique des choix de production dans les écrits de plusieurs auteurs, comme dans les expressions portées par des militants ouvriers au cours des mobilisations.

Réorienter les choix énergétiques pour réorganiser la production et la consommation

Si nombre de mobilisations interrogent les modèles de production, ce sont particulièrement les conflits concernant l'organisation des systèmes énergétiques qui conduisent les forces politiques et sociales de gauche à forger des propositions permettant de repenser les systèmes de production et de consommation. Ces préoccupations deviennent particulièrement vives dans le contexte de crise pétrolière. La singularité de ces mobilisations réside dans leur capacité à penser en termes de systèmes énergétiques, c'est-à-dire la manière dont s'articulent différentes sources et convertisseurs d'énergie, et qui peuvent bénéficier à certains groupes sociaux pour asseoir une position dominante. Pour les militants qui s'investissent dans ce domaine, la question énergétique n'est pas un enjeu technique : les décisions relatives à la mobilisation de l'énergie apparaissent comme le fondement matériel des modèles de production, voire comme le socle de l'organisation sociale et politique.

Bien que ces démarches restent le fait de courants minoritaires au sein des gauches, elles s'expriment parfois avec force, comme dans le cas du courant des *Miners for Democracy* au sein du mouvement syndical états-uniens]. Tout en mobilisant des dizaines de milliers de mineurs de charbon contre la pollution provoquée par leur industrie à la fin de la décennie 1960, ce courant

invitait le mouvement syndical à s'organiser pour infléchir l'organisation de l'ensemble du système énergétique, plutôt que d'agir séparément dans chaque branche industrielle.

En France comme en Allemagne, la lutte contre l'énergie nucléaire s'appuie sur des arguments sanitaires, mais elle se nourrit aussi par la volonté d'interroger les besoins énergétiques et leur adaptation aux territoires. Ces luttes antinucléaires sont des moments de circulations transnationales fortes. D'une part, tout comme pour les maladies industrielles, les expertises produites pour soutenir les revendications des travailleurs du nucléaire connaissent une diffusion par des réseaux scientifiques et militants transnationaux. Ainsi, le travail de contre-expertise entrepris par la CFDT dès 1975 connaît une diffusion internationale. Cette diffusion profite aussi de la réalisation du film *Condamnés à réussir*, retraçant l'expérience de travail et l'exposition aux risques des travailleurs du nucléaire, et qui bénéficiera d'une traduction dans plusieurs langues. Lors des grandes manifestations, des circulations transfrontalières sont aussi fréquentes, et particulièrement dans l'espace rhénan. Ces circulations marquent l'histoire du mouvement antinucléaire dès ses prémices, par exemple lors de la mobilisation contre l'installation de la centrale de Fessenheim en 1971. Elles perdurent pendant toute la décennie suivante, voire par-delà, donnant lieu à la circulation de pratiques militantes parfois originales. Le cas du *Clown atomique*, par exemple, est à cet égard frappant. Jean Kergrist, homme de théâtre et ancien dominicain, proche des organisations antimilitaristes et de la gauche radicale pendant le Mai 68 lyonnais, participe activement à la contestation de plusieurs installations nucléaires au cours des années 1970. Il crée alors une pièce de théâtre (*Le Clown atomique*) visant à la fois à diffuser les connaissances sur l'industrie nucléaire et les déterminants des décisions dans le domaine énergétique, tout en incitant à la mobilisation. Cette pièce donnera lieu à plusieurs centaines de représentations à travers l'Europe, faisant du *Clown atomique* une célébrité du mouvement antinucléaire, avant que Jean Kergrist ne devienne actif dans des associations environnementales.

Ces circulations ne fournissent pas seulement des arguments contre le nucléaire, mais aussi pour une alternative énergétique. En s'opposant à ce qu'ils désignent comme le « gigantisme » des installations nucléaires, ces militants défendent les « technologies appropriées » ou « technologies douces ». Ces convertisseurs d'énergie se caractériseraient par le fait qu'ils viseraient à mobiliser des sources d'énergie renouvelables dont l'impact écologique serait moindre que les énergies fossiles, ou que l'extraction de l'uranium. Elles permettraient aussi de mobiliser une source d'énergie correspondant aux spécificités environnementales d'un territoire donné. Enfin, l'ampleur modeste de l'infrastructure permettrait d'exercer un contrôle et une gestion plus démocratique des politiques énergétiques, en impliquant la population d'un territoire dans les priorités à donner à l'usage de l'énergie.

La réflexion sur les technologies appropriées est alors au cœur de la pensée de l'un des principaux théoriciens de l'écologie politique au début des années 1970, le philosophe et théologien Ivan Illich, dont la relation avec les forces de gauche mériterait une étude en soi, et dont la pensée est largement traduite et relayée dans les aires francophones par l'entremise d'André Gorz. En 1973, Ivan Illich fait paraître une série d'articles qui seront ensuite réunis dans l'ouvrage *Énergie et équité*. Il dresse le constat que la consommation d'énergie constitue non seulement un vecteur de distinction sociale dans les sociétés industrialisées, et invite à penser aux « seuils » au-delà desquels la mobilisation de l'énergie creuse inéluctablement les inégalités sociales. Dans cet ouvrage comme dans l'ensemble de la réflexion d'Ivan Illich, la notion de « seuils » est cruciale. Non seulement Ivan Illich invite ainsi à intégrer une attention aux limites écologiques planétaires, mais il entend aussi souligner qu'au-delà de certains seuils, l'utilisation d'une technologie (ou d'une ressource ou même d'une institution sociale) devient « contre-productive ». Ainsi, l'utilisation d'une source d'énergie donnée peut présenter des effets positifs lorsqu'elle serait réalisée de manière ciblée et mesurée ; par contre, elle induirait des effets sociaux et écologiques négatifs (sur la santé des individus, sur la concentration de la propriété de la ressource par un groupe restreint d'individus, etc.) dès lors que le recours à cette source deviendrait systématique et non spécifique à un usage précisément déterminé.

Les réflexions que suscite la pensée d'Ivan Illich offrent une synthèse des troubles que connaissent les gauches européennes pour intégrer la question écologique. Cet inconfort est résumé, par exemple, dans un texte publié dans de la revue théorique de la CFDT, fondée en 1973, soit l'année de la parution des textes qui fondent *Énergie et Équité*. Le rédacteur en chef est alors Pierre Rosanvallon : pour le premier numéro de *CFDT Aujourd'hui*, il publie un texte attribué à Gérard Féran (pseudonyme du philosophe Patrick Viveret) qui propose une lecture critique d'Ivan Illich, en confrontant la pensée du théoricien écologiste aux travaux de marxistes hétérodoxes – en mentionnant particulièrement l'influence du groupe italien du *Manifesto*. Il vaut la peine de citer longuement ce texte de Patrick Viveret, tant il témoigne des troubles qui traversent les gauches aspirant à intégrer la reconnaissance des limites écologiques :

« Quand nous nous interrogeons avec Illich sur les finalités de la croissance, il s'agissait de répondre à la question : produire, pour quoi ? Produire, pour qui ? Mais ici il s'agit de savoir également comment produire. Il est, en général, entendu que la spécialisation est le simple résultat du progrès technique. À ce titre, elle a souvent été défendue avec ardeur par des organisations de gauche. Or, voici qu'Illich remet une nouvelle fois en cause l'un des piliers du progressisme contemporain, après s'être auparavant attaqué à la conception traditionnelle de la redistribution des richesses et de la propriété publique des moyens de production [...].

Illich ne prend tout son intérêt que si ses propositions se trouvent critiquées par une analyse marxiste. C'est ainsi que, si l'on veut éviter de détourner la critique de la spécialisation en une volonté mythique et à la limite réactionnaire de retour au monde pré-industriel, il faut introduire une nouvelle distinction qui nous est apportée par Marx et qui s'est trouvée récemment actualisée par le groupe italien du *Manifesto*. Il s'agit de la différence entre la division technique et la division sociale du travail. La première est l'expression de la multiplication des fonctions à accomplir dans une société moderne. À ce titre, elle ne peut être remise en cause de façon décisive faute d'entériner une régression économique et technologique. Mais, le propre du capitalisme est de transformer cette division technique en une division sociale du travail : c'est-à-dire qu'il fige des hommes dans des statuts sociaux [...].

Le grand mérite de cet homme est d'avoir osé s'attaquer aux postulats les plus solidement ancrés du progressisme et du socialisme contemporain. En rénovant complètement, par ses propositions et ses questions, la problématique de la transformation économique, sociale et politique dans le monde contemporain, il oblige les sciences sociales [...] à utiliser de nouvelles hypothèses de travail. Un jour, peut-être, on lira Illich comme nous lisons aujourd'hui Owen ou Fourier. Cela voudra dire que d'autres Engels, d'autres Marx seront passés par là. Et ce sera le plus grand apport d'Illich que de leur avoir ouvert la voie. »

Conclusion

La réflexion à laquelle se livrait Patrick Viveret résume finalement les défis que pose la question écologique aux gauches, et pour lesquelles les réponses restent encore parcellaires jusqu'à nos jours. En premier lieu, la réflexion des gauches contemporaines reste encore fréquemment ancrée dans la croyance en la possibilité de revivre l'âge d'or qu'auraient été les Trente Glorieuses françaises ou le « miracle économique » italien. Cette conviction est parfois consciemment assumée, parfois plus inconsciemment énoncée lorsqu'il est affirmé le caractère impérieux de « réinventer la croissance », fut-elle verte, pour organiser des mesures de justice sociale. Ces pensées restent alors enserrées dans la croyance en ce que Bruno Trentin désignait comme « l'horizon distributif du socialisme », une perspective idéologique au sein de laquelle les mesures de redistribution des richesses et de protection sociale reposeraient inévitablement sur les gains de PIB. Cette approche induit une cécité quant au coût écologique et sanitaire de cette croissance. Le premier défi des gauches, face à la question écologique, réside donc dans la reconnaissance d'une limite dans l'expansion des forces productives – en repensant des mesures de redistribution des richesses et de protection sociale qui puissent être écologiquement soutenables.

Ce monde aux ressources écologiques limitées reste toutefois exposé aux processus

d'accumulation capitalistiques. Historiquement, les acteurs des gauches qui souhaitent intégrer la question écologique au cœur de leur réflexion se sont donc confrontés à la nécessité d'interroger la pertinence et la viabilité des moyens de production, et non plus simplement leur propriété. Cette réflexion sur les outils et les technologies mobilisées apparaît comme une démarche essentielle pour réorienter les systèmes de production et de consommation. Pour engager cette réorientation, l'une des questions récurrentes auxquelles se confrontent les gauches écologiques réside dans la manière de définir les « besoins » sociaux prioritaires. Loin d'être dépassée, la réflexion sur les procédures permettant de délibérer et décider sur ces besoins reste d'une acuité vive, en particulier pour qui entend penser une réponse démocratique à la crise écologique – en opposition avec les approches technocratiques et/ou autoritaires que défendent certains courants politiques pour répondre aux enjeux climatiques.

Enfin, dans la réflexion des militants qui articulèrent socialisme et écologie, la question de l'action internationale dans ce domaine se pose de manière récurrente. Elle se pose aussi bien par la circulation de savoirs de santé ancrés dans l'expérience des travailleurs et travailleuses, dans la diffusion de pratiques militantes originales, dans l'élaboration de réglementations qui permettent d'engager une transition écologique de l'action publique. La réflexion de ces militants invite finalement à penser les formes des coopérations et des solidarités internationales qui permettent de conjuguer des mesures de justice sociale et de justice environnementale.